

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 07/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HILTI FRANCE

126 rue Gallieni
A l'attention de Madame Hache
92100 Boulogne-Billancourt

Code AIOT : 0006503331

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2024 dans l'établissement HILTI FRANCE implanté 2, RUE DES FRERES FARMANN ZAC de Magny les Hameaux 78114 Magny-les-Hameaux. L'inspection a été annoncée le 14/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a eu lieu en amont du déroulement des Jeux Olympiques, le site se situant à proximité immédiate d'un site d'épreuve.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HILTI FRANCE
- 2, RUE DES FRERES FARMANN ZAC de Magny les Hameaux 78114 Magny-les-Hameaux
- Code AIOT : 0006503331
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est un entrepôt logistique pour Hilti, entreprise du domaine de la construction exerçant trois activités : fourniture de matériel et service, d'électroportatif et d'engins, de software pour le suivi de chantier.

Le site de Magny-les-Hameaux est autorisé sous le régime de l'enregistrement pour le stockage de produits explosifs et à déclaration pour le stockage de produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.

Sur le site de Magny-les-Hameaux travaillent environ 70 personnes.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 (JOP)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Constats hors points de contrôle :

L'inspection des installations classées a constaté le 15 avril 2024 que :

- les vannes d'isolement permettant de retenir les eaux d'extinction incendie sur le site fonctionnent correctement de manière automatisée. Le gardien est en charge de les actionner en cas d'incendie. Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure de les fermer manuellement lors du

test réalisé. En cas de coupure électrique, ces vannes doivent pouvoir être fermées manuellement.

- le local du gardien n'est pas conforme aux plans communiqués dans le dossier de modification du 7 février 2012. Une porte coupe-feu située à l'entrée du local est maintenue ouverte car elle permet de se présenter au gardien pour entrer dans le bâtiment. Cette porte doit être maintenue fermée, conformément à ce qui est indiqué dessus. Le local du gardien est stratégique car les commandes et tableau de renvoi d'alarme des moyens de lutte contre l'incendie sont situés à l'intérieur de celui-ci.
- les aires de stationnement d'échelle pour les services de secours sont indiquées par des panneaux mais ne sont pas matérialisées au sol ni libres en toutes circonstances : une des aires sert au chargement des camions. La voie engins pour les services de secours semble avoir été conçue de manière à pouvoir accueillir les camions des services de secours (stabilisée) mais n'est pas entretenue. Le poteau incendie privé situé à l'arrière du bâtiment ne dispose pas d'aire de stationnement pour les engins des services de secours, afin de l'utiliser il faut stationner sur la voie engins.

Conclusion :

L'exploitant doit s'assurer de pouvoir fermer les vannes d'isolement du site même en cas de coupure électrique, afin de prévenir toute pollution accidentelle des eaux.

L'exploitant doit s'assurer que le local du gardien est conforme au dossier de modification du 7 février 2012.

L'exploitant doit se rapprocher du SDIS afin de s'assurer que la voie engin permet bien d'accueillir les services de secours et que le poteau incendie privé peut bien être utilisé en cas d'incendie. Le cas échéant, l'exploitant met en place les mesures nécessaires.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Registre	Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.6.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Liste des installations répertoriées dans la nomenclature ICPE	Arrêté Préfectoral du 08/11/1991, article I-2	Demande d'action corrective	1 mois
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 29/06/2012, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Extinction automatique incendie	Arrêté Préfectoral du 08/11/1991, article III-7-2	Demande d'action corrective	2 mois
6	Vérification périodique	Arrêté Préfectoral du 08/11/1991, article III-8-10	Demande d'action corrective	2 mois
7	POI	Arrêté Préfectoral du	Demande de justificatif à	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		08/11/1991, article III-9-3	l'exploitant, Demande d'action corrective	
8	Consignes incendie	Arrêté Préfectoral du 08/11/1991, article III-9-2	Demande d'action corrective	1 mois
9	Local aérosols	Arrêté Préfectoral du 29/06/2012, article 7	Demande d'action corrective	1 mois
10	Local cartouches	Arrêté Préfectoral du 08/11/1991, article III-10-3	Demande d'action corrective	2 mois
11	Clôture	Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.1.2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté un certain nombre de non conformités pouvant être rapidement levées. L'exploitant dispose des moyens de lutte contre l'incendie prévus dans ses arrêtés préfectoraux et effectue leur vérification périodique. Le suivi de ces moyens de lutte contre l'incendie doit néanmoins être amélioré afin de pouvoir augmenter le niveau de sécurité du site. L'exploitant doit mettre en œuvre un certain nombre d'actions correctives afin de respecter toutes ces obligations réglementaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.6.3
Thème(s) : Situation administrative, Registre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature, la quantité et, le cas échéant, la date de fabrication, et, pour les produits explosifs, la division de risque et le groupe de compatibilité ainsi que la quantité de matière active des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services de secours ou d'urgence compétents et de l'inspection des installations classées. Il peut être informatisé sous réserve que les moyens d'exploitation permettent la lecture des données et leur impression sous une forme telle que l'autorité administrative puisse obtenir facilement les informations demandées par le présent point.</p> <p>Ce registre peut être consulté à tout moment, sans avoir besoin de pénétrer dans le bâtiment concerné.</p> <p>Il a pour objectif minimum :</p>

- que l'exploitant connaisse en permanence l'état de ses stocks ;
- que l'exploitant s'assure que le timbrage de ses différents locaux de stockage n'est jamais dépassé ;
- de permettre, le cas échéant, le suivi du vieillissement des produits ;
- de donner toutes les informations nécessaires à l'intervention des services de secours ou d'urgence compétents.

Ce registre peut être confondu avec le registre demandé en application de l'arrêté du 13 décembre 2005 susvisé, lorsqu'il est requis, sous réserve du respect de la présente annexe.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté le 15 avril 2024 que l'exploitant dispose d'un registre indiquant la nature et la quantité des produits détenus. L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant indique la division de risque des produits dangereux détenus. Le registre peut être consulté à tout moment sans avoir besoin d'être dans le bâtiment car il est stocké sur un dossier partagé en ligne.

L'inspection des installations classées a constaté que ce registre est mis à jour mensuellement.

L'inspection des installations classées a cependant constaté que les « seuils ICPE » indiqués dans le tableau correspondent au seuil de la nomenclature ICPE et non aux quantités maximales autorisées pour le site, ce qui a conduit à plusieurs dépassements.

L'exploitant a indiqué post inspection avoir mis à jour le registre en indiquant comme seuils les quantités autorisées pour le site mais n'a pas transmis le registre à l'inspection.

Conclusion :

Proposition : demande de justificatif (délai : 1 mois)

L'exploitant transmettra le registre mis à jour avec les seuils autorisés pour le site à l'inspection des installations classées, permettant ainsi à l'exploitant de pouvoir s'assurer que les quantités détenues ne dépassent pas les quantités maximales autorisées pour le site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Liste des installations répertoriées dans la nomenclature ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/1991, article I-2

Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations

Prescription contrôlée :

La liste des installations répertoriées et autorisées sur le site situé au 2 rue des Frères Farman à Magny-les-Hameaux a été mise à jour par courrier préfectoral du 26 février 2018.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté le 15 avril 2024 sur le suivi mensuel des stocks fourni par l'exploitant pour l'année 2024 et 2023 :

- des dépassements de la quantité maximale autorisée concernant la rubrique 4510 ;
- des dépassements réguliers de la quantité maximale autorisée concernant la rubrique 4320 ;

<ul style="list-style-type: none"> - des dépassements réguliers de la quantité maximale autorisée concernant la rubrique 4511 ; - le stockage de produits relevant de la rubrique 4718 en petite quantité (sous le seuil de la déclaration). Cette rubrique n'apparaît pas dans les rubriques autorisées pour l'installation. L'exploitant a pourtant bien indiqué cette rubrique lors de sa déclaration effectuée le 10 janvier 2018 avec une quantité d'une tonne maximum (non classé). <p>Les quantités constatées sur le registre fourni par l'exploitant le 15 avril 2024 sont détaillées en annexe confidentielle.</p> <p>Les dépassements constatés ne remettent pas en cause le régime de classement pour les différentes rubriques (déclaration avec contrôle périodique ou non classé). Cependant, l'exploitant doit respecter les quantités autorisées indiquées dans le dernier tableau de classement du site.</p> <p>Conclusion :</p> <p>L'exploitant ne respecte pas les quantités autorisées pour le site de Magny-les-Hameaux.</p> <p>Proposition : demande d'action corrective (délai : 1 mois)</p> <p>L'exploitant doit respecter les quantités autorisées pour les différentes rubriques ICPE.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.1.1
Thème(s) : Autre, Surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations se font sous la surveillance permanente, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients que son exploitation induit ainsi que des produits utilisés ou stockés dans l'installation. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. En dehors des heures où des opérations ont lieu dans l'installation, celle-ci est fermée à clé et une surveillance est mise en place afin de permettre notamment sa mise en sécurité, la transmission de l'alerte aux services de secours ou d'urgence compétents ainsi que leur accueil par une personne compétente dans un délai compatible avec leurs délais d'intervention, notamment pour leur permettre l'accès en cas de besoin.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté le 15 avril 2024 que l'accès aux installations n'est pas libre.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le site est surveillé 7 jours sur 7, 24 heures sur 24 par un gardien de la société Oise Protection (depuis 2012). L'exploitant a indiqué que 4 à 5 agents de cette société sont affectés au site de Magny-les-Hameaux et connaissent le site. Une télésurveillance est mise en place et quelques caméras ont été ajoutées depuis l'inspection de 2021.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'en cas d'intrusion la journée, le gardien en informe 2 personnes du site et va voir sur place ce qu'il se passe. Si le problème persiste le gardien appelle la police.</p> <p>En cas d'intrusion constatée la nuit, le gardien appelle la police et en informe 2 personnes du site.</p> <p>L'exploitant indique que les responsables du site n'ont pas d'astreinte formelle à effectuer mais qu'ils sont disponibles.</p>

L'exploitant indique qu'en fin de journée le site est bien fermé à clé : le portail est fermé à l'aide d'une chaîne et d'un cadenas.

Conclusion : sans observation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2012, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Moyen de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'article III-7-3 de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 1991 est remplacé par l'article suivant :

« Article III-7-3

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment ;

— d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implanté(s) au-delà de la zone d'effets Z4 (8 KW/m²) au sens de la réglementation pyrotechnique et à moins de 100 mètres du bâtiment, d'une capacité permettant de fournir un débit minimal de 180 mètres cubes par heure pendant une durée de deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services de secours ou d'urgence compétents de s'alimenter sur ces appareils. À défaut, une réserve d'eau d'au moins 360 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services de secours ou d'urgence compétents de s'alimenter et doit permettre de fournir un débit de 180 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet et à l'inspection des installations classées la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage.

— des robinets d'incendie armés (RIA) DN 33 mm conforme à la norme NF S 62-201.

Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers. »

Arrêté ministériel du 29 juillet 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 4220

Annexe I Point 2.4.2

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

— de plans des locaux facilitant l'intervention des services de secours ou d'urgence compétents avec une description des dangers pour chaque local ;

— d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé implantés au-delà de la zone d'effets Z4 définie par l'arrêté du 20 avril 2007 susvisé engendrés par l'installation, d'une capacité permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services de secours ou d'urgence compétents de s'alimenter sur ces appareils. À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services de secours ou d'urgence compétents de s'alimenter et doit permettre de fournir un débit de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures.

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet et à l'inspection des installations classées la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de

stockage. Cette disposition n'est pas applicable aux installations dont les zones d'effets Z1 à Z4 définies par l'arrêté du 20 avril 2007 susvisé, déterminées conformément au point 2. 2. 1 de la présente annexe, n'ont aucun impact sur les tiers ou sur d'autres installations, équipements ou bâtiments présentant un risque caractérisé d'incendie, d'explosion ou toxique, sous réserve que l'exploitant possède la maîtrise foncière des terrains touchés par ces zones et garantisse qu'aucun tiers ne pourra s'y trouver de façon ponctuelle ou permanente. Cette garantie est assurée dans le temps par tout moyen contrôlable. Pour la présente règle, les tiers n'incluent pas les personnes présentes sur les pistes de ski et les remontées mécaniques des stations de sports d'hiver et sur les chemins de randonnées ;

— d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux normes en vigueur.

L'exploitant transmet l'ensemble des éléments permettant d'identifier les risques de l'installation aux services de secours ou d'urgence compétents. Il élabore un plan facilitant l'intervention de ces services en cas d'accident. Ce plan contient à minima les éléments suivants :

- une cartographie de l'installation et de ses environs ;
- un plan des différents accès et des zones d'effets engendrés par les installations ;
- la description qualitative et quantitative des moyens d'intervention dont l'exploitant peut disposer ;
- les modalités d'accès prévues pour les installations de stockage d'explosifs en stations de sports d'hiver mentionnées au point 5. 1 de la présente annexe.

En cas d'intervention, le registre prévu au point 2. 6. 3 de la présente annexe est tenu à disposition des services de secours ou d'urgence compétents.

L'exploitant se tient à la disposition des services de secours ou d'urgence compétents dans le cas où ceux-ci souhaiteraient procéder à des exercices d'intervention.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté le 15 avril 2024 que l'installation est dotée :

- de plusieurs poteaux incendie privés et publics à moins de 100 mètres du bâtiment d'une capacité permettant de fournir un débit minimal de 180 mètres cubes par heure. L'inspection des installations classées a consulté le compte-rendu d'essai en simultané de 3 poteaux incendie, réalisé le 22 mars 2024.

L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir un plan des zones d'effet engendrés par l'installation afin de s'assurer que les poteaux incendie considérés sont en-dehors de la zone Z4.

L'inspection des installations classées a informé l'exploitant d'une alerte du SDIS sur certains poteaux incendie et l'a invité à se rapprocher de la collectivité afin de s'assurer que les poteaux publics ne sont pas concernés. Si un ou plusieurs poteaux sont concernés par l'alerte du SDIS, l'exploitant doit s'assurer d'avoir 360 mètres cube d'eau destinés à l'extinction.

- De robinets d'incendie armés. Un robinet a été testé et était fonctionnel.

L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les justificatifs démontrant que les robinets d'incendie armés sont conformes à la norme NF S 62-201.

Conclusion :

Proposition : demande de justificatifs (délai : 2 mois)

L'exploitant doit fournir le plan des zones d'effet engendrés par l'installation ainsi que les justificatifs permettant de vérifier que les RIA sont conformes à la norme NF S 62-201.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Extinction automatique incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/1991, article III-7-2

Thème(s) : Risques accidentels, Moyen de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Article modifié par l'APC du 29/06/2012

Les moyens de lutte contre l'incendie comportent :

- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements bien visibles et toujours facilement accessibles ;
- des robinets d'incendie armés répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues ; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont protégés du gel et leur accès est maintenu constamment dégagé ;
- une couverture totale par extinction automatique à eau de type sprinkler est réalisée sur le site, conformément au dossier de modification du 7 février 2012. L'installation sprinklage est alimentée par une pompe électrique de 567 mètres cubes par heure aspirant dans une réserve aérienne de 1140 mètres cubes. En cas de coupure d'électricité ou d'absence d'alimentation de la pompe électrique, l'exploitant s'assure de la disponibilité du système d'extinction automatique du site. Toutefois, en raison des caractéristiques des produits stockés, l'eau est remplacée par d'autres agents extincteurs adaptés, tels que mousse, CO2, halons, etc. sous la responsabilité de l'exploitant.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté le 15 avril 2024 que l'installation est dotée :

- D'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, visibles et facilement accessibles ;
- De robinets d'incendie armés répartis dans l'entrepôt, leur accès est dégagé. Un robinet d'incendie armé a été testé et était fonctionnel ;
- D'une couverture totale par extinction automatique à eau de type sprinkler. L'inspection n'a pas pu constater le niveau de remplissage de la réserve aérienne car il n'y a pas de réglette le permettant. Seules des lampes indiquant un manque d'eau sont installées dans le local sprinklage. Un test des lampes a été effectué : l'inspection a constaté que deux lampes (sous tension et en marche) ne fonctionnent pas.

L'inspection des installations classées a constaté dans le local sprinklage la présence d'une fuite d'eau au niveau d'une pompe.

L'inspection des installations classées a également constaté l'absence de moyen permettant de vérifier le niveau de fuel présent dans les réserves de la motopompe. L'inspection a constaté qu'à l'emplacement prévu pour le remplissage des réserves de fioul un regard pour les eaux pluviales était présent. L'exploitant ne met pas de moyen spécifique en place pour prévenir le risque de pollution accidentelle des eaux.

<p>L'inspection a également constaté que le sprinklage n'a pas été réalisé conformément au dossier de modification du 7 février 2012. Les types de tête de sprinklage et les températures de déclenchement sont différents du dossier de modification du 7 février 2012 sur certaines parties de l'entrepôt dont le local de stockage des aérosols et des produits explosifs.</p> <p>En cas de coupure électrique ou d'absence d'alimentation de la pompe électrique, l'exploitant indique qu'une motopompe diesel prend le relai. Cette motopompe diesel est équipée d'une batterie pour démarrer. Lors de la vérification effectuée par la société Axima du mois d'août 2023, il est indiqué une durée de démarrage de la motopompe diesel de 15 secondes.</p> <p>L'exploitant a fourni plusieurs informations contradictoires concernant le fonctionnement du désenfumage (commandes et ouverture par zone ou totale). L'exploitant doit connaître le fonctionnement du désenfumage installé sur le site.</p> <p>Conclusion :</p> <p>Proposition : demande d'action corrective (délai : 2 mois)</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que le sprinklage mis en place est conforme au dossier déposé le 7 février 2012. À défaut, l'exploitant doit fournir les justificatifs permettant de démontrer que le sprinklage installé est compatible avec les produits détenus et cohérent avec le fonctionnement du désenfumage installé.</p> <p>Observation : l'exploitant doit prévenir tout risque de pollution accidentelle des eaux.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer du bon état de fonctionnement de l'ensemble du dispositif de sprinklage.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Vérification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/1991, article III-8-10
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les matériels de sécurité et de secours sont régulièrement entretenus pour être en état permanent de fonctionnement.</p> <p>Les entretiens et vérifications périodiques concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs, RIA, extinction automatique) ; - les portes coupe-feu ; - les exutoires de fumées ; - les dispositifs de détection et d'alarme d'incendie ; - les clapets coupe-feu sur les conduits de ventilation. <p>Les constatations effectuées après chaque vérification et essai doivent être consignées par écrit sur un registre tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté le 15 avril 2024 la réalisation des vérifications périodiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Vérification des extincteurs</u> : compte-rendu de vérification du 14 novembre 2023 par la société Chubb Sicli : signalement de 5 extincteurs inutilisables, 1 révision décennale à effectuer et 1 extincteur non adapté au risque. Le compte-rendu indique la réalisation d'un correctif le jour même. Dans le registre sécurité, est également consigné le remplacement du reste des extincteurs

en défaut. Sur site, l'inspection des installations classées a vérifié par sondage deux des extincteurs signalés en défaut, qui ont bien été remplacés.

- Vérification des RIA : compte-rendu de vérification du 27 septembre 2023 par la société Axima : 42 RIA vérifiés, signalement d'un RIA fuyard et d'un RIA dont le support doit être remplacé. L'inspection a pu consulter le devis signé en date du 28 mars 2024 pour la réparation d'un des deux RIA. L'autre RIA signalé a été testé sur site et était fonctionnel.

- Vérification du sprinklage : compte-rendu de vérification annuelle du 24 juillet 2023 par la société Axima : signalement de l'absence du report d'alarme.

L'exploitant a indiqué que le point a été traité et que les rapports intermédiaires de vérification ne mentionnaient plus ce point.

L'inspection des installations classées a constaté dans le local du gardien que l'écran associé au sprinklage indiquait bien son fonctionnement mais 1 défaut était renvoyé.

L'inspection des installations classées a également consulté le dernier rapport d'entretien de la source d'eau du sprinklage du 21 mai 2021 par la société Axima. L'entretien de la source est effectué tous les 3 ans. Le rapport indique un niveau 3 concernant l'état de la source d'eau c'est-à-dire que le dispositif n'est pas à remplacer mais n'est pas parfait.

- Vérification des portes coupe-feu : compte-rendu de vérification du 14 décembre 2022 par la société DMF : signalement de 4 actions correctives urgentes, deux portes coupe-feu ne se ferment pas, un clapet coupe-feu n'est pas alimenté et une porte coupe-feu n'est pas encore en service. L'exploitant indique être en retard de la vérification annuelle 2023 qui a été décalée à début 2024 suite à un changement de prestataire. Un test général des portes coupe-feu a été effectué. L'inspection des installations classées a constaté que plusieurs portes coupe-feu et clapets ne se sont pas fermés (notamment une porte piétonne du local aérosol).

- Vérification du désenfumage : compte-rendu de vérification du 24 juillet 2023 par la société Dubernard : signalement du remplacement des cartouches à prévoir car elles sont plus de 10 ans, 8 vérins hors service qui ne se bloquent pas en position fermée, un treuil à remplacer.

L'inspection des installations classées a consulté un devis signé du 31 juillet 2023 de la société Dubernard pour le correctif. L'inspection des installations classées a pu constater dans le registre de sécurité l'intervention de la société Dubernard le 14 décembre 2023.

- Vérification du dispositif de détection et d'alarme incendie : compte-rendu de vérification du 29 mars 2023 par la société DEF : signalement de 3 porte coupe-feu non satisfaisantes, un déclencheur manuel à remplacer, absence de disjoncteur différentiel 30 mA, vérification de 26 détecteurs sur 48, détecteurs à remplacer car datent de 2012.

L'inspection des installations classées a pu consulter un devis signé du 23 juin 2023 pour le remplacement du déclencheur manuel, le remplacement de 23 détecteurs optiques et 4 détecteurs d'hydrogène, la réparation d'une porte coupe-feu et un clapet coupe-feu.

L'inspection a constaté que l'exploitant a réalisé les vérifications périodiques nécessaires mais que le suivi des observations et non conformités était difficile. De même, l'inspection a constaté qu'il était difficile de s'assurer que tous les équipements étaient bien vérifiés, notamment pour ce qui concerne les détecteurs. L'inspection a constaté que les détecteurs des locaux aérosols et pyrotechniques n'ont pas été vérifiés en mars 2023.

L'inspection des installations classées a constaté le 15 avril 2024 que le registre de sécurité n'était pas complet notamment sur la partie recensement du matériel de moyens de lutte contre l'incendie.

L'inspection des installations classées a constaté le 15 avril 2024 que l'exploitant ne dispose pas de

plan de compartimentage des moyens de lutte contre l'incendie ni de plan de localisation des différents moyens de lutte contre l'incendie (moyens avec leur numéro d'identification).

Conclusion :

Proposition : Demande d'action corrective (délai : 2 mois) :

L'exploitant doit s'assurer que toutes les portes et clapets coupe-feu sont fonctionnels.

Observation : L'exploitant doit veiller à ce que son registre de sécurité soit correctement renseigné.

L'exploitant doit s'assurer que les vérifications périodiques sont réalisées avec la bonne périodicité (retard de vérification pour les portes coupe-feu mais mention de certaines portes coupe-feu dans la vérification du dispositif de détection et d'alarme incendie).

L'exploitant doit s'assurer que les observations et non conformités soulevées à la suite des vérifications périodiques sont correctement suivies afin d'être levées dans un délai raisonnable.

L'exploitant doit s'assurer que tous ses équipements de sécurité sont vérifiés périodiquement. Un plan de compartimentage et de localisation de ces moyens de lutte contre l'incendie pourrait aider l'exploitant à s'en assurer.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/1991, article III-9-3

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Prescription contrôlée :

Un plan d'opération interne d'intervention contre l'incendie est établi par le responsable de l'établissement en liaison avec les services publics d'incendie et de secours.

[...]

[Un exercice] sera renouvelé chaque année.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté le 15 avril 2024 que l'exploitant met à jour son POI tous les ans. L'exploitant a indiqué réaliser un exercice POI tous les ans, avec la présence du SDIS régulièrement.

L'inspection des installations classées a consulté le compte-rendu d'exercice POI 2023 réalisé le 7 novembre 2023. L'exercice a concerné la zone bureau.

L'inspection des installations classées a précisé à l'exploitant que cet exercice n'était pas un exercice POI car il ne concerne pas les scénarios traités dans le POI de l'installation.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de réaliser ses exercices POI sur les scénarios du POI et, pour l'exercice 2024, sur un scénario concernant soit le local aérosol soit le local de produits pyrotechniques.

L'exploitant a indiqué que l'exercice était programmé le 7 mai 2024. Le prochain exercice sera réalisé avant les Jeux Olympiques.

Conclusion :

Proposition : demande d'action et de justificatifs (délai : 1 mois) :

L'exploitant devra réaliser son exercice POI 2024 sur un scénario du POI concernant soit le local aérosol, soit le local pyrotechnique. L'exploitant transmettra le compte-rendu de l'exercice POI à

l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois après l'exercice.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Consignes incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/1991, article III-9-2
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes précisent la conduite à tenir en cas d'incendie. Elles sont rédigées de manière compréhensible par tout le personnel afin que les agents désignés soient aptes à prendre les dispositions nécessaires. Les consignes comportent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les moyens d'alerte ; - le numéro d'appel du chef d'intervention de l'établissement ; - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers ; - les moyens d'extinction à utiliser. <p>Ces consignes sont tenues à jour et affichées à proximité des moyens d'alerte ainsi que dans les zones de passage les plus fréquentées par le personnel.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté le 15 avril 2024 que des consignes incendie sont rédigées de manière compréhensible et affichées à proximité des moyens d'alerte (dans la loge du gardien). Cependant, l'inspection des installations classées a constaté que ces consignes ne sont pas tenues à jour : les personnes de l'établissement à contacter ainsi que leur numéro de téléphone ne sont plus corrects.</p> <p>Conclusion : Proposition : demande d'action corrective (délai : 1 mois) L'exploitant doit mettre à jour ses consignes incendie et les afficher à proximité des moyens d'alerte ainsi que dans les zones de passage les plus fréquentées par le personnel.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Local aérosols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2012, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Local aérosols
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'article III-5-8 de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 1991 est remplacé par l'article suivant : « Article III-5-8</p>

<p>Les produits conditionnés en aérosols et les liquides inflammables sont stockés dans une cellule spécifique (local aérosols).</p> <p>Les quantités entreposées n'excèdent pas celles indiquées dans le dossier de modification du 7 février 2012.</p> <p>Les aérosols sont stockés dans des caisses palettes grillagées afin d'éviter toutes projections dangereuses en cas d'incendie.</p> <p>Ces produits sont stockés au rez de chaussée sur une hauteur maximale de 5 mètres.</p> <p>Les portes d'accès au local aérosol sont maintenues fermées.</p> <p>Une rétention spécifique est associée aux stockages des liquides inflammables.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté le 15 avril 2024 que les quantités entreposées excèdent celles indiquées dans le dossier de modification du 7 février 2012.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que tous les aérosols ne sont pas stockés dans des caisses palettes grillagées.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que les aérosols sont stockés au rez-de-chaussée sur une hauteur qui semble correspondre à 5 mètres maximum. Cependant, l'inspection n'a pas pu contrôler le respect des 5 mètres car il n'y avait pas de moyen de mesure ni de marque représentant cette hauteur.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté qu'une porte coupe-feu piétonne permettant d'accéder au local ne se ferme pas correctement.</p> <p>Conclusion :</p> <p>Proposition : demande d'action corrective (délai : 1 mois)</p> <p>L'exploitant doit respecter les quantités maximales indiquées dans le dossier de modification du 7 février 2012 et dans le dernier courrier de classement du 26 février 2018.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que tous les aérosols sont stockés dans des caisses palettes grillagées et que les portes d'accès au local aérosol sont correctement maintenues fermées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 10 : Local cartouches

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/1991, article III-10-3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Local cartouches</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article modifié par l'APC du 29/06/2012</p> <p>Le local de stockage des cartouches ne doit avoir ni étage, ni sous-sol.</p> <p>Il est séparé du bâtiment par des parois coupe-feu de degré 2 heures.</p> <p>Sa toiture est en matériaux incombustibles. Une ventilation mécanique contrôlée, permet un balayage efficace de l'atmosphère du local. Le débit minimal d'air est de 60 m³/h. Cette ventilation est asservie à l'alarme incendie. En outre, ce système de ventilation est muni d'un clapet EI 120, permettant d'empêcher la propagation d'un incendie par les conduits de ventilation, en stoppant les fumées et les gaz chauds. Ce dispositif est asservi au système de sécurité ou actionné par une température supérieure à 70° C (fusible thermique).</p> <p>La porte de communication est coupe-feu EI 120. Elle doit pouvoir être facilement ouverte tant de l'intérieur que de l'extérieur lorsque le personnel se trouve dans le local. Une issue de secours (coupe-feu EI 120), située au nord-est du local, permet au personnel de quitter le local en cas d'accès impossible par la porte coulissante.</p>

<p>La porte coulissante sera immobilisée en position ouverte lorsqu'il y a du personnel à l'intérieur. En temps normal et sans personnel à l'intérieur du local pyrotechnique, les portes d'accès au local sont maintenues fermées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté le 15 avril 2024 que le local de stockage des cartouches n'a pas d'étage ni de sous-sol.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté le 15 avril 2024 que le local de stockage des cartouches est séparé du bâtiment par des parois coupe-feu de degré 2 heures présentant des trous en haut et en bas (trous et passages de câbles non rebouchés correctement) pouvant compromettre le degré coupe-feu des parois.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté le 15 avril 2024 que la porte de communication est coupe-feu EI 120, elle s'ouvre facilement tant que l'intérieur que de l'extérieur. L'issue de secours est coupe-feu EI 120 et permet de quitter le local en cas d'accès impossible par la porte coulissante.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté le 15 avril 2024 que la porte coulissante était maintenue fermée en l'absence de personnel à l'intérieur du local cartouches.</p> <p>Conclusion :</p> <p>Proposition : demande d'action corrective (délai : 2 mois)</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que les parois du local cartouches sont coupe-feu de degré 2 heures sans altérations pouvant compromettre ce degré coupe-feu.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 11 : Clôture

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article 2.1.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Clôture</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une clôture est installée sur le site afin de signaler l'interdiction d'accès dans les zones d'effets Z1 et Z2 définies par l'arrêté du 20 avril 2007 susvisé. Cette clôture est maintenue en bon état, lequel est garanti par des contrôles périodiques. Cette clôture n'est pas requise dans le cas où les zones précitées sont contenues dans le (s) bâtiment (s) de l'installation.</p> <p>Cette clôture est artificielle, résistante et d'une hauteur minimale de 2 mètres.</p> <p>Cette clôture peut être confondue avec la clôture exigée au titre du chapitre Ier de l'arrêté du 13 décembre 2005 susvisé dès lors que cette dernière respecte les dispositions et objectifs fixés par le présent point.</p> <p>Les conditions d'application du présent point aux stockages d'explosifs en stations de sports d'hiver sont précisées au point 5. 1 de la présente annexe.</p> <p><u>Arrêté préfectoral d'autorisation du 8 novembre 1991 :</u></p> <p>Article III-1 : clôture et gardiennage</p> <p>L'établissement doit être entouré d'une clôture robuste d'une hauteur minimale de 1,6 mètres. Il est gardienné en permanence. [...]</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une carte représentant les effets engendrés par l'installation. Dans le dossier déposé en 2012, les distances des zones d'effet engendrés par l'installation de stockage pyrotechnique sont indiquées. Il est également indiqué que, compte-tenu des caractéristiques coupe-feu du local cartouches, les effets sont contenus dans le local. Le local cartouches présentant des altérations pouvant dégrader le degré coupe-feu de ses parois, il n'est plus garanti que les zones d'effet soient contenues dans ce local.

L'inspection des installations classées a constaté le 15 avril 2024 qu'une clôture est installée sur le site mais qu'elle ne présente pas une hauteur de 2 mètres ni de 1,6 mètre.

L'inspection des installations classées a constaté le 15 avril 2024 que l'établissement est gardienné en permanence.

Conclusion :

Proposition : demande d'action corrective (délai : 2 mois)

L'exploitant doit s'assurer que la clôture de l'établissement respecte la hauteur requise réglementairement.

L'exploitant doit s'assurer que les parois du local cartouches sont coupe-feu de degré 2 heures sans altérations pouvant compromettre ce degré coupe-feu et ainsi s'assurer que les effets sont contenus dans le local conformément au dossier déposé en 2012 : cf demande d'action corrective de la fiche de constat n°10.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

Annexe confidentielle

Non communicable au public

Informations consultables selon des modalités adaptées et contrôlées

Nature du caractère confidentiel :

Information sensible ⁽¹⁾

Secret industriel

Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. note ministérielle du 20 février 2018 et instruction du gouvernement du 06 novembre 2017). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Liste des installations répertoriées dans la nomenclature ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/1991, article I-2

Information confidentielle :

L'inspection des installations classées a constaté le 15 avril 2024 sur le suivi des stocks fourni par l'exploitant pour l'année 2024 et 2023 :

- des dépassements de la quantité maximale autorisée concernant la rubrique 4510 : 52,7 tonnes stockées en avril 2024 ; 49,7 tonnes stockées en mars 2024 pour une quantité maximale autorisée de 40 tonnes.
- des dépassements réguliers de la quantité maximale autorisée concernant la rubrique 4320 : 14,7 tonnes stockées en avril 2024 ; 11,5 tonnes stockées en janvier 2024 ; 12,5 tonnes stockées en novembre 2023 ; 11,5 tonnes stockées en octobre 2023, pour une quantité maximale autorisée de 9,8 tonnes.
- des dépassements réguliers de la quantité maximale autorisée concernant la rubrique 4511 : 2,7 tonnes stockées en mars 2024 ; 3,9 tonnes stockées en décembre 2023 ; 3,1 tonnes stockées en octobre 2023 pour une quantité maximale autorisée de 2,5 tonnes.
- le stockage de produits relevant de la rubrique 4718 en petite quantité (sous le seuil de la déclaration). Cette rubrique n'apparaît pas dans les rubriques autorisées pour l'installation. L'exploitant a pourtant bien indiqué cette rubrique lors de sa déclaration effectuée le 10 janvier 2018 avec une quantité d'une tonne maximum (non classé) : Des produits de la rubrique 4718 sont stockés en permanence mais n'ont pas dépassé, en 2023 et 2024, 768 kilos maximum.